

INGÉRENCE ÉTATS-UNIENNE

1962-1979 : L'AFL-CIO et la « contre-insurrection » syndicale



Pour défendre les intérêts de leurs grandes compagnies en Amérique latine face aux gouvernements socialistes, les États-Unis ne se contentent pas d'infiltrer les armées. Ils recrutent aussi des gros bras dans la société civile sous couvert de formation de syndicalistes. Un institut spécialisé de l'AFL-CIO, créé par le Pentagone et la CIA, administré par de grands patrons, participe directement à la déstabilisation du Guyana, du Brésil ou du Chili. C'est le deuxième volet de notre enquête sur l'ingérence syndicale.

page 2

Pseudo-dénonciation de la politique états-unienne en Irak.

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Larry Diamond de la NED/CIA se désole des erreurs commises en Irak qui retardent l'installation de la démocratie. On retrouve l'argumentaire que développent les « messagers de l'Amérique » : la libération de l'Irak était nécessaire, les forces US se sont mal comportées, raison de plus pour les aider à faire mieux dans l'intérêt de tous.

page 10

REPÈRE : 14 JUIN 1992

La Cour Suprême des États-Unis légalise l'enlèvement

Au Mexique, en 1990, le Dr. Alvarez Machain, soupçonné d'avoir participé au meurtre d'un agent de la DEA états-unienne, est enlevé en plein jour par des agents du FBI, sans que la police mexicaine en soit informé. Ils lui font traverser la frontière dans le coffre d'une voiture, afin de pouvoir légalement l'inculper sur leur territoire. Cependant la U.S. District Court annule la procédure, estimant que le docteur Machain a été enlevé en contravention avec le droit international et en violation du traité d'extradition liant les USA et le Mexique. Alvarez Machain devrait alors être renvoyé au Mexique, mais les kidnappeurs reçoivent un soutien inattendu de la Cour Suprême des États-Unis. Le 14 juin 1992, le juge William Rehnquist déclare que, étant donné que le traité d'extradition ne mentionne pas les enlèvements, rien n'interdit aux forces de police d'enlever des suspects au Mexique et de les déporter secrètement aux USA pour les y faire juger. Et ce droit est encore plus évident dans les pays qui n'ont pas signé d'accord d'extradition avec les États-Unis (source). ■



LES ÉTATS-UNIS POURSUIVENT LEUR GUERRE PSYCHOLOGIQUE CONTRE CUBA

Les Cubains ont désormais le plaisir de capter une centaine de chaînes de télévision états-uniennes, dont celles animées par des dissidents cubains installés en Floride et furieusement anti-castristes. Le *Dallas Morning News* rapporte que « des responsables U.S. » attribuent ce phénomène à des conditions météorologiques exceptionnellement propices.

Il s'agit en fait d'une opération de guerre psychologique conduite sur instruction de la « Commission pour l'assistance à un Cuba libre », un organisme installé à la Maison-Blanche pour préparer le renversement de Fidel Castro. Les émissions sont diffusées depuis un avion EC-130 « *Commando solo* » qui pénètre parfois dans l'espace aérien cubain en violation des Conventions internationales. ■

Ingérence états-unienne

1962-1979 : L'AFL-CIO et la « contre-insurrection » syndicale

Pour défendre les intérêts de leurs grandes compagnies en Amérique latine face aux gouvernements socialistes, les États-Unis ne se contentent pas d'infiltrer les armées. Ils recrutent aussi des gros bras dans la société civile sous couvert de formation de syndicalistes. Un institut spécialisé de l'AFL-CIO, créé par le Pentagone et la CIA, administré par de grands patrons, participe directement à la déstabilisation du Guyana, du Brésil ou du Chili. C'est le deuxième volet de notre enquête sur l'ingérence syndicale.



Après avoir participé à la politique menée par Washington de manipulation des forces de gauche contre le communisme, l'AFL-CIO se réorganise en 1962, au moment où le président John F. Kennedy crée l'agence d'aide au développement (USAID) [1]. Les activités internationales du syndicat sont confiées à trois organismes distincts, qui se répartissent des zones géographiques.

L'AIFLD : « contre-insurrection » syndicale en Amérique latine

Le premier d'entre eux est l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), qui se consacre au contrôle des mouvements syndicaux en Amérique

latine. George Meany, président de l'AFL-CIO, en prend la direction administrative. Il en délègue la direction exécutive à William C. Doherty Jr, dont l'expérience professionnelle se limite à quelques mois de travail au sein du Plan Marshall, ce qui pourrait paraître insuffisant pour un « *leader syndicaliste* » [2]. Un conseil d'administration, composé de grands patrons ayant des intérêts en Amérique latine, détermine les priorités d'action de l'AIFLD. Des personnalités réputées pour leurs positions anti-sociales y siègent comme David Rockefeller. Le Pdg du géant de chimie W.R. Grace Corporation et président du Chapitre nord-américain de l'Ordre de Malte, J. Peter Grace, en assume la présidence. Ce casting reflète la réalité de l'AFL-CIO, une organisation qui promeut la collaboration de classe et unit de manière verticale les syndicats ouvriers et patronaux selon un modèle proche de celui des corporations fascistes.

Après la Seconde Guerre mondiale, et avant la fusion avec le CIO, l'AFL avait déjà installé en Amérique latine une fédération de syndicats intitulée ORIT, l'Inter-American Regional Organization of Workers. Cet ancêtre de l'AIFLD était dirigé par un exilé italien, Serafino Romualdi. Bien qu'il ait fait merveille au Guatemala, en 1953, lors du renversement du président Jacobo Arbenz dont la politique sociale menaçait les intérêts de l'United Fruit Company, il se montra incapable face à la révolution cubaine. C'est pourquoi



George Meany
Patron d'AFL-CIO de 1955 à 1979.

Washington décida de donner davantage de moyens à l'AFL-CIO, c'est-à-dire en l'occurrence à l'AIFLD.

La décision de créer l'AIFLD n'a pas fait l'objet de discussions dans le mouvement ouvrier états-unien. Elle a été prise par les patrons du réseau *stay-behind* d'ingérence des États-Unis dans les États de leur zone d'influence, alors intégré dans la Direction de la planification de la CIA, mais articulé au Pentagone [3]. Les statuts sont élaborés entre 1959 et 1962, et rédigés par deux des plus grands spécialistes de l'action secrète : le général Richard G. Stilwell et le colonel Edward G. Lansdale. Ce dernier était à l'époque le patron de la NSA et le concepteur des opérations *Mongoose* et *Northwood* dirigées contre Cuba [4]. Le projet est validé par le Conseil des relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR), l'association de l'élite washingtonnienne. « *Cela devint l'amorce de la contre-insurrection* », commente le colonel à la retraite de l'US Air Force L. Fletcher Prouty [5]. En effet, les deux hommes étaient des « *agents de terrain [pour lesquels] le moment était venu de (...) former une force internationale paramilitaire massive, sous commandement para-civil et [dissimulé derrière] un voile monstrueux de sécurité* » [6].

Le programme s'inspire notamment de celui développé par Joseph A. Beirne à la fin des années 50, alors qu'il était président de Communications Workers of America (CWA). Il avait invité, au centre de formation du CWA à Front Royal, des leaders des syndicats liés aux services postaux, télégraphiques et téléphoniques d'Amérique latine pour un séminaire de trois mois sur le « *syndicalisme démocratique* ».

Alors que les militaires d'Amérique latine sont formés, pendant toute la période à l'École des Amériques à Panama ou à l'Académie des cadres de la guerre politique à Taïwan [7], l'AIFLD va assurer, en quarante ans, la formation de plus de 200 000 personnes, de toutes les branches et particulièrement de la presse, à Front Royal, en Virginie [8]. L'idéologie enseignée est résumée ainsi par William Blum : « *tous les problèmes des travailleurs seront résolus par un système de libre-entreprise, de coopération des classes et de négociation collective, et par la collaboration avec les patrons et le gouvernement dans la lutte anticommuniste* » [9].

L'AIFLD remplit des activités de propagande et de diplomatie parallèle en cette période de guerre froide contre l'URSS. Son rôle est alors inconnu du grand public, et même de la plupart des membres de l'AFL-CIO. Les premières révélations éclatent en 1967, au cours d'une réunion de 520 responsables syndicalistes de haut niveau organisée à Chicago à l'initiative du Labor Leadership Assembly for Peace, un groupe de travailleurs opposés à la guerre du Vietnam. L'un des leaders présents, Victor Reuther, raconte comment l'AFL-CIO sert en réalité de paravent pour les activités du département d'État états-unien et de la CIA. La centrale syndicale, alors dirigée par George Meany, aurait, selon Reuther, « *participé [avec la CIA] au coup d'État de 1964 qui renversa le gouvernement libéral élu de Joao Goulart au Brésil et, par la même occasion, aidé à affaiblir les syndicalistes du secteur automobile sur place. L'obéissance aveugle de l'AFL-CIO au département d'État et ses alliances avec la CIA rendent difficile pour l'UAW (International Union, United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America), qui est affilié à l'AFL-CIO, de garder la confiance de syndicalistes confirmés outre-Atlantique* » [10]. Dans ses mémoires, Victor Reuther explique que « *les lieutenants de Meany dans la sphère des intrigues internationales avaient tissé un réseau mondial financé par des sommes énormes. Parfois, ils utilisaient des structures syndicales fantoches, internationales ou régionales. À d'autres moments, ils noyautaient les secrétariats internationaux de syndicats, pourtant de bonne foi. Les sommes d'argent que ces derniers manipulaient les rendaient vulnérables au contrôle du donateur* ». Une stratégie particulière de la part d'une centrale syndicale, d'autant que « *la politique étrangère de l'AFL-CIO était élaborée dans l'atmosphère feutrée de Washington, généralement en liaison avec le département d'État et d'autres agences. Il y avait rarement de discussion préalable devant les membres du Conseil exécutif ; il n'y avait même pas un semblant de processus démocratique* » [11].

Expérience de déstabilisation syndicale en Guyana

Le coup brésilien de 1964 n'est pas le premier. L'American Institute for Free Labor Development a déjà activé une première fois deux ans plus tôt, dans le cadre de la déstabilisation politique menée par le département d'État en Guyana. La petite colonie britannique, membre du Commonwealth, est dirigée à l'époque par le Dr Cheddi Jagan, président fondateur du Parti progressif du peuple (PPP). Son soutien aux ouvriers des plantations sucrières menace les intérêts de la firme Brooker Bros McConnell. Avant de donner son indépendance au Guyana, Londres décide de le faire renverser et d'installer un gouvernement fantoche.

L'AFL-CIO est active sur place, pour le compte du réseau stay-behind dans le cadre des accords anglo-états-uniens : Serafino Romualdi écrit : « *dès ma première visite en Guyane britannique, j'ai fait tout mon possible pour renforcer les forces syndicales démocratiques opposées à Jagan* » [12]. Comme l'écrit William Blum, « *ce fut l'une des rares occasions où l'Agence a été officiellement autorisée à opérer en zone britannique* ». La stratégie de la CIA est simple : il s'agit de renforcer les syndicats proches de Forbes Burnham, principal opposant politique de Jagan. L'Agence s'appuie sur le Public Services International (PSI), « *une association de syndicats internationaux de fonctionnaires, basée à Londres, qui se donnait pour mission d'exporter le savoir-faire syndical des pays industrialisés vers les pays moins développés* ». Le dispositif devient particulièrement efficace après l'arrivée au pouvoir de John F. Kennedy et la création de l'AIFLD : en février 1962, la CIA organise et finance des manifestations d'opposition à Jagan, des grèves et des émeutes. Grâce au noyautage des organisations syndicales, Langley parvient à fomenter, en avril 1963, la grève générale la plus longue de l'histoire, qui dura 80 jours. L'appel à la grève avait été lancé par le Trade Union Council (TUC) [13]. Le président du TUC, Richard Ishmael, « *avait été formé, comme tant d'autres responsables syndicaux guyanais, aux États-Unis - plus précisément par la CIA, à l'American Institute for Free Labor Development* » [14]. Par son intermédiaire, la CIA soutient la grève à hauteur d'au moins un million de dollars, via le PSI et d'autres organisations syndicales dans l'orbite de l'AIFLD. Par « *solidarité avec les grévistes* », les compagnies pétrolières états-uniennes cessent d'approvisionner le pays en pétrole, ce qui oblige Jagan à demander de l'aide à Cuba, accréditant la thèse de Washington selon laquelle il est un « *dangereux communiste* ». Cette intense campagne de déstabilisation aboutit, en décembre 1964, à l'obtention d'une simple majorité relative par le PPP de Jagan, qui est rapidement contraint à démissionner. Forbes Burnham, arrivé deuxième, prend la tête du gouvernement.

S'il est un succès sur le moment, cet épisode n'en est pas moins un échec sur le long terme. Vingt-huit ans plus tard, les Guyanais ramènent Cheddi Jagan au pouvoir et l'élisent président. Inflexible, le président Clinton rappelle de son côté William Doherty Jr qu'il nomme ambassadeur au Guyana, mais devant le tollé provoqué par cette décision, il finit par y renoncer. Mauvais joueur, il interdit alors la déclassification des documents de la CIA relatifs au coup de 1964 dont le secret arrivait à la prescription trentenaire [15].

Bis repetita au Chili

Le scénario va se répéter quasiment à l'identique, au Chili à partir de 1970. Cette année-là, près d'un milliards de dollars sont investis par différentes entreprises états-uniennes dans le pays. La plus grosse multinationale à être représentée est l'International Telephone and Telegraph (IT & T). Le processus de déstabilisation comprend, selon les auditions menées par la Chambre des représentants états-uniennes en 1975, « *d'importantes manipulations électorales, le financement de médias à des fins de propagande et de désinformation, des conspirations politiques, des connexions militaires, la pénétration des syndicats (...)* ». Il est initié par la décision du gouvernement de Salvador Allende de nationaliser IT&T et des sociétés d'exploitation du cuivre. Robert O'Neill est alors le directeur de programme de l'AIFLD au Chili. De 1970

à 1973, la centrale syndicale multiplie la formation de responsables syndicaux, dont près d'une centaine par an sont envoyés aux États-Unis [16].

Comme en Guyana, Washington opte non pas pour l'intervention militaire, mais pour la déstabilisation. Juste avant l'investiture du président Allende, l'ambassadeur états-unien Edward Korry avait averti que *« pas un seul boulon, pas un seul écrou n'arriveront au Chili sous Allende »*. De 1970 à 1973, les États-Unis supprimèrent la quasi-totalité de leurs programmes d'aide sur place, l'Export-Import Bank cessa d'accorder des prêts, tout comme la Banque inter-américaine de développement. De même, la Banque mondiale n'accorda aucun nouveau prêt au Chili entre 1971 et 1973. L'idée, développée par IT&T dans un mémorandum, était que *« parmi ceux qui veulent faire barrage à Allende, certains, plus réalistes, espèrent que la détérioration de l'économie déclenchera une vague de violences menant à son tour à un coup d'État »* [17]

Les États-Unis imposent publiquement des sanctions financières au Chili comme mesures de rétorsion face aux lois sociales du gouvernement Allende. Simultanément, ils suscitent en secret des grèves prolongées, notamment dans les transports routiers, un secteur stratégique dans un pays de 4 000 km de long. Ces actions provoquent des pénuries de produits de consommation quotidienne, tels que le savon, l'huile, la farine, ou les cigarettes. Le climat social se détériore.

Comme l'explique William Blum, l'Agence a d'autant plus de facilité à paralyser l'économie qu'elle s'appuie sur *« plus d'une centaine de membres d'associations professionnelles et de syndicats patronaux chiliens [issus] de l'école gérée par l'American Institute for Free Labor Development à Front Royal (Virginie) surnommée "la petite école antirouge" »*. L'AIFLD a également réussi à assurer la formation, en mai 1971, *« d'une deuxième association professionnelle : la Confédération des professionnels chiliens »*, très active contre Allende.

Cette politique est couronnée de succès : une nouvelle grève massive des routiers paralyse le pays en 1973, aboutissant, le 11 septembre, au coup d'État mené par le général Pinochet. Salvador Allende est suicidé dans son palais présidentiel, et le Chili retombe dans le giron états-unien. Une répression politique féroce, corollaire quasi-systématique des politiques contre-insurrectionnelles, peut s'abattre sur le pays.

Syndicalisme planétaire

L'AFL-CIO met également en place deux autres organismes à vocation internationale, quelques années après l'AIFLD, toujours grâce à un financement de l'USAID. Pour l'Asie, c'est l'Asian American Free Labor Institute (AAFLI), fondée en 1968.

En réalité, la zone asiatique était depuis longtemps la cible de l'attention de Washington. Déjà, en Indonésie en 1965, l'AFL-CIO avait soutenu des syndicats non-communistes afin de miner l'autorité de la grande figure de l'indépendance, le général Sukarno, considéré comme trop proche des idées socialistes [18]. De plus, l'AFL-CIO s'opposait de façon répétée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL / ICFTU), qu'elle avait

pourtant créée, à cause de l'orientation trop socialiste et social-démocrate de certains de ses membres. D'autant que certains des syndicats membres de la confédération militaient contre la guerre du Vietnam.

Selon des documents internes à l'AFFLI, sa création est liée à l'échec de l'offensive du Tet menée par les troupes états-uniennes au Vietnam. L'organisation se serait d'abord introduite sous un prétexte humanitaire, en acheminant l'aide de CARE aux GI's, puis aurait sensiblement dérivé vers la formation de gros bras ouvriers anti-communistes. Elle aurait surtout bénéficié à Tran Quoc Buu, le dirigeant corrompu et anticommuniste de la Confédération vietnamienne des Travailleurs (CVT). Il s'allie avec le régime de Nguyen Van Thieu, soutenu par la CIA, afin de s'assurer que les ports du pays restent ouverts pour l'approvisionnement des troupes états-uniennes [19].

L'influence de l'AAFLI se ressent durablement sur la région. D'après Dave Spooner, analyste au sein de l'Asia Monitor Resource Center, « *les structures, les pratiques des syndicats, et les codes du travail de pays tels que la Corée du sud, Taïwan, les Philippines, la Malaisie, l'Inde ou ailleurs, sont autant le résultat des soutiens, de l'imposition ou de la manipulation des gouvernements, des partis politiques et des syndicats d'Europe et des États-Unis, que des actions des travailleurs [locaux]* ». Aux Philippines, l'AAFLI a largement soutenu la croisade anticommuniste du dictateur Ferdinand Marcos, en subventionnant allègrement les syndicats proches du pouvoir.



Jacques Foccart
Avec des leaders gaullistes,
en tête de la manifestation
du 30 mai 1968.

Le troisième institut, l'African Labor College, a comme terrain de prédilection l'Afrique récemment décolonisée. Il est placé sous la direction d'Irving Brown, l'ancien émissaire de l'AFL-CIO en Europe et membre éminent du *stay-behind*. À l'époque, les pays francophones doivent affronter la multiplication des « *coups tordus* » orchestrés par le responsable Afrique du général de Gaulle, puis de Georges Pompidou, Jacques Foccart, lui-même proche

d'Irving Brown [20]. L'absence de documentation sur les activités d'Irving Brown en Afrique empêche malheureusement, à l'heure actuelle, de savoir comment s'est articulée l'action commune des États-Unis et de la France pour maintenir l'ensemble des pays nouvellement indépendants hors de l'orbite soviétique.

Les différentes opérations menées par les filiales internationales de l'AFL-CIO révèlent, lorsqu'elles sont analysées dans leur ensemble, un nouveau mode d'action de la diplomatie états-unienne dans ses stratégies d'ingérence. En effet, les coups d'État militaires font l'objet d'une importante littérature, et sont les plus immédiatement observables. Les mécanismes de propagande visant à construire un « *ennemi de l'intérieur* », que ce soit sur des critères ethniques, religieux, politiques, voire tout cela en même temps, ont également été étudiés dans des travaux plus récents. En comparaison, le processus de « *déstabilisation sociale* » qui apparaît ici comme une autre technique de contre-insurrection, reste assez méconnu. Il s'agit pourtant d'une alternative tout à fait pertinente, d'un point de vue stratégique, à la politique dite « *de la*

canonnière », lorsque les pays visés ne sont pas des cibles diplomatiquement acceptables pour la communauté internationale. Cette politique n'a pas été abandonnée avec la démission de George Meany, en 1979. Son remplaçant, Lane Kirkland, a au contraire poursuivi dans cette voie. Les institutions d'« *ingérence syndicale* » ont même été renforcées et articulées dans un dispositif plus vaste, en 1983, puisqu'elles ont été intégrées au sein de la National Endowment for Democracy créée par Ronald Reagan [21].

[1] Voir la première partie de cette enquête : « [AFL-CIO ou AFL-CIA ?](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 juin 2004.

[2] Le père de William Doherty Jr était agent de la CIA et fut ambassadeur des États-Unis en Jamaïque.

[3] Voir « [Stay-behind, les réseaux d'ingérence américains](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[4] Voir « [Opération Northwoods : Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 5 novembre 2001.

[5] *The Secret Team : The CIA and Its Allies in Control of the United States and the World*, par L. Fletcher Prouty, Ballantine Books, 1974.

[6] *Ibid.*

[7] Voir « [La Ligue anticommuniste mondiale, une internationale du crime](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[8] *The Rise and Decline of the CIA*, par John Ranelagh, Simon & Schuster, 1987.

[9] *Les guerres scélérates*, de William Blum, Parangon, 2004.

[10] Ces révélations ont été retranscrites par Fred Halstead, activiste anti-guerre socialiste, dans son livre *Out Now* consacré aux mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam. Voir « [Victor Reuther's Revelations About U.S. Labor and the CIA](#) », par Charles Walker, IWW-News, 23 Mars 2003.

[11] *Ibid.* Le plus paradoxal est que Victor Reuther a été, auparavant, l'émissaire du syndicat CIO en Europe, avant la fusion avec AFL en 1955. À l'époque, il était donc l'*alter ego* d'Irving Brown, responsable AFL pour l'Europe.

[12] *Les guerres scélérates*, de William Blum, Parangon, 2004.

[13] William Blum définit le Trade Union Council comme « *la mafia syndicale internationale de la CIA* ». *Les Guerres scélérates*, op.cit.

[14] *Les guerres scélérates*, op.cit.

[15] « [A Kennedy-C.I.A. Plot Returns to Haunt Clinton](#) », par Tim Weiner, *New York Times*, 30 octobre 1994.

[16] « [CIA, AFL-CIO and Pinochet](#) », par Kim Scipes, 2 décembre 1998.

[17] Cité par William Blum, in *Les guerres scélérates*, op.cit.

[18] Voir « [1965 : Indonésie, laboratoire de la contre-insurrection](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 25 mai 2004.

[19] « [Inside the AFL-CIO's International Program](#) », extrait de *Workers of the World Undermined*, de Beth Sims, South End Press, 1992.

[20] Jacques Foccart est lui-même membre du *stay-behind*. En 1968, lorsqu'il décide de créer un syndicat étudiant pour contrecarrer le mouvement étudiant de mai, l'UNI, il fait financer l'opération par Irving Brown.

[21] Voir « **La nébuleuse de l'ingérence démocratique** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Pseudo-dénonciation de la politique états-unienne en Irak.

Analyse

Invité du G8, le président sud-africain Thabo Mbeki note dans le *Washington Post* qu'il y sera accueilli en mendiant. Les Occidentaux sont prêts à aider l'Afrique, mais pas à renoncer à l'exploiter. Ils continuent à l'aborder de manière paternaliste et n'imaginent pas que les Africains puissent réussir quoi que ce soit par eux-mêmes. Il reste à leur monter qu'ils se trompent.

Le prince Bandar, ambassadeur saoudien aux États-Unis, s'est longuement exprimé dans *Al Watan* sur la guerre qui oppose les Séoud à des confréries religieuses. Dans sa tribune, partiellement reprise par *Gulf News*, il établit un parallèle avec la guerre civile de 1929 et conclut qu'il faut agir vite et sans pitié.

Michael O'Hanlon de la Brookings Institution tente de démontrer dans l'*International Herald Tribune* que le retrait des troupes états-uniennes, jusqu'à présent stationnées sur la ligne de démarcation entre les deux Corées, n'est pas dirigé contre Séoul. Il s'agirait d'une mesure purement technique permettant de dégager du personnel pour le transférer en Irak. Elle ne changerait rien en termes de sécurité car ces troupes seraient remplacées par des équipements high-tech. Par cet argumentaire, O'Hanlon reconnaît implicitement que l'épouvantail qu'a longtemps été l'armée nord-coréenne ne fait plus le poids face à son voisin du Sud.

Max Boot se gausse dans le *Los Angeles Times* de ceux qui critiquèrent jadis Ronald Reagan et s'en prennent aujourd'hui à George W. Bush. Les deux

hommes ont tous les torts aux yeux des intellectuels. Pourtant les critiques n'ont pas empêché Reagan de devenir le président le plus populaire, et elles sont de bonne augure pour présager de la popularité à venir de Bush.

Tout aussi prévisible, Larry Diamond de la NED/CIA se désole dans le *Los Angeles Times* des erreurs commises en Irak qui retardent l'installation de la démocratie. On retrouve sous sa plume l'argumentaire que développent partout dans le monde les « messagers de l'Amérique » : la libération de l'Irak était nécessaire, les forces US se sont mal comportées, raison de plus pour les aider à faire mieux dans l'intérêt de tous. Cette présentation des choses vise à écarter toute réflexion sur les mobiles de l'intervention et sur la prétendue bonne volonté états-unienne.

Enfin, Donald P. Gregg, ancien conseiller de sécurité de Bush père, s'indigne dans le *New York Times* des recommandations du cabinet de Bush fils préconisant l'usage de la torture à la suite de la publication d'un mémo secret. Il considère que ces pratiques ont cours en Afghanistan, à Guantanamo et en Irak, et que le dommage qu'elles causent aux États-Unis est considérable. Il faudra des décennies avant que Washington ne retrouve son honneur. On notera que cette tribune ne fait pas mention des centres de détention de la CIA et présente une image d'une agence qui a depuis longtemps fait un trait sur la torture.

Réseau Voltaire

Thabo Mbeki



Thabo Mbeki est président d'Afrique du Sud.

« Construire une meilleure Afrique »

Source : Washington Post

Référence : « Building a Better Africa », par Thabo Mbeki, *Washington Post*, 10 juin 2004.

Dans son livre, *Does America Need a Foreign Policy ?*, Henry Kissinger affirme que l'Afrique est destinée au désastre à moins que le peuple américain et la communauté internationale ne s'engagent moralement en sa faveur. L'idée de base de cette affirmation est que l'Afrique est incapable de se sauver elle-même et doit compter sur les étrangers.

Consciemment ou inconsciemment, ce discours prévaut. Comme six dirigeants africains, je me rendrai au sommet du G8 de Sea Island, le cinquième sommet consécutif auquel nous sommes invités, mais nous serons perçus comme des mendiants. Ce n'est pas la faute de nos hôtes qui en banalisant les invitations de dirigeants africains contribuent à placer l'Afrique dans l'agenda global. Cela vient des représentations du Nord, des représentations dont les Africains sont en partie responsable.

Un jour, les succès enregistrés par l'Afrique du Sud ne seront plus vus comme un miracle, un coup de chance, mais comme la façon typique dont les peuples du continent sont capables de résoudre leurs différends. C'est aux

Africains d'agir pour cela, mais les Occidentaux doivent cesser leurs pratiques protectionnistes et nous permettre d'accéder à tous les marchés. De notre côté, nous devons avancer vers la paix. L'Union africaine doit être l'outil du développement de l'Afrique. Nous avons aussi constitué le nouveau partenariat pour le développement africain, qui aidera au développement économique, et nous devons faire un meilleur usage de l'aide internationale.

Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud



Le Prince Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud est ambassadeur saoudien aux États-Unis depuis 1983.

« L'Arabie saoudite va éteindre la flamme vacillante du terrorisme »

Source : Gulf News

Référence : « Saudi Arabia will snip off the flickering flame of terrorism », par Bandar bin Sultan bin Abdulaziz Al Saud, *Gulf News*, 10 juin 2004. Ce texte est la reprise des principaux extraits d'un texte publié par le quotidien *Al Watan*.

Son Excellence, le prince régent Abdallah a déclaré la guerre au terrorisme et il a bien fait. Avec toute la modestie due, je veux exprimer mon opinion sur le sujet, une opinion forgée par une expérience militaire de 17 ans au service de ma religion, du royaume et de mon roi.

La guerre entraîne toujours des sacrifices. Plus vite et plus durement elle est menée, moins les pertes sont nombreuses. Il faut donc une mobilisation générale de toutes les institutions et du secteur privé vers cet objectif. La victoire viendra avant tout de notre confiance en Allah, puis de notre façon de mener la guerre contre ceux qui ont dévié de la religion, des traîtres à leur foi, à leur famille et à leur pays et cette guerre doit être menée brutalement. Tuer les terroristes est une obligation car cette guerre oppose mon pays, qui suit les préceptes d'Allah et de son prophète Mahomet, à ceux qui se sont éloignés de la religion. Nous devons mener le jihad contre ces déviants.

Je ne crois pas qu'ils soient plus forts que ceux que nous avons vaincus en 1929 pour fonder le royaume. Si nous sommes convaincus que notre guerre est juste, nous vaincrons. Nous avons aussi le devoir de ne pas croire ceux qui affirment que le terrorisme est le fruit de notre culture.

Michael E. O'Hanlon



Michael E. O'Hanlon est membre de la Brookings Institution. Il est coauteur de *Crisis on the Korean Peninsula*.

« Pourquoi le plan sud-coréen de l'Amérique est cohérent »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Why America's South Korea plan makes sense », par Michael O'Hanlon, *International Herald Tribune*, 10 juin 2004.

À la grande consternation de beaucoup, des deux côtés du Pacifique, le **Pentagone** et la Maison-Blanche semblent tout prêts à adopter un plan diminuant de moitié les troupes stationnées en Corée du Sud. Ce n'est pas une façon pour **Donald Rumsfeld** de punir la Corée du Sud pour sa politique même si les relations entre Séoul et Washington sont délicates à gérer.

Il y a des raisons plus importantes pour ce désengagement partiel :

- ▶ Ce plan s'exerce dans le cadre d'un redéploiement global des troupes états-uniennes en Asie et permettra d'évacuer les troupes se situant près de Séoul dont la présence exaspérait les Sud-Coréens.
- ▶ D'après certaines études, l'armée sud-coréenne, qui a profité de la croissance économique du pays est désormais plus puissante que celle de la Corée du Nord.
- ▶ Cela permettra d'envoyer des troupes en Irak, ce qui est nécessaire. Rumsfeld aurait cependant dû dans le même temps augmenter les effectifs de l'armée.
- ▶ Le dernier aspect est plus controversé, il consiste à ne plus renvoyer les troupes stationnées en Corée du Sud après la Guerre d'Irak et à les remplacer par une infrastructure high-tech de 11 milliards de dollars, ce qui compenserait ce départ. Cela n'empêchera pas les États-Unis de maintenir 25 000 hommes dans le pays.

Le moment choisi pour faire cette annonce n'est pas idéal. Je ne défends pas la stratégie de l'administration Bush face à la Corée du Nord, mais le plan de Rumsfeld est cohérent.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux

« Le dernier qui rira ? Attendez les livres d'Histoire »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Last Laugh ? Wait for the History Books », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 10 juin 2004.

En entendant les hommages adressés à **Ronald Reagan** par beaucoup de ses anciens adversaires, je ne peux m'empêcher de me demander si **George W. Bush** recevra un jour les mêmes. Ce n'est pas très crédible, même pour moi, mais il y a 20 ans, personne n'aurait soupçonné que Reagan serait vu comme l'un des

économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

plus grands présidents du XXème siècle. Reagan était présenté comme un crétin illettré, un cow-boy obtus ou un idéologue simple d'esprit qui risquait de nous envoyer vers une annihilation nucléaire. Ces affirmations semblaient être une évidence pour la classe dirigeante. La vraie question était alors : pourquoi était-il si populaire ?

D'où venait une telle animosité ? D'abord, il y avait des raisons personnelles, les intellectuels ne pouvaient pas juger légitime un ancien étudiant médiocre qui était devenu un acteur de série B. Toutefois, la raison principale était idéologique car Reagan allait à l'encontre des idées dominantes de l'époque : s'accommoder de l'URSS et coexister avec elle et baisser nos attentes économiques. Reagan, lui, organisa la baisse des impôts et augmenta les dépenses militaires et le soutien aux rebelles anticommunistes.

Bush est également vu comme quelqu'un de trop stupide pour comprendre ses erreurs politiques. Il est détesté car, comme Reagan, il rejette l'endiguement et la prévention. Bush est dénoncé, comme Reagan, parce qu'il est opposé à l'avortement et qu'il nomme des juges issus de la droite chrétienne. Il est aussi accusé de creuser les déficits avec des réductions d'impôts qui sont censées favoriser les riches. L'inattention des deux hommes a également conduit à des scandales comme ceux de l'Iran-Contras et d'Abu-Ghraïb.

Bush a donc de bonnes chances de gagner le respect à l'avenir.

Larry Diamond



Ancien expert de l'Agence des États-Unis pour le développement international, Larry Diamond est membre de la Hoover Institution et co-rédacteur du *Journal of Democracy*, l'organe de la National Endowment for Democracy dont il est codirecteur du forum des études démocratiques.

« Un témoin oculaire du calamiteux chantier irakien »

Source : Los Angeles Times

Référence : « An Eyewitness to the Iraq Botch », par Larry Diamond, *Los Angeles Times*, 10 juin 2004.

Quand je me suis rendu à Bagdad au début du mois de janvier en tant que conseiller de l'**Autorité provisoire de la Coalition**, je croyais que la démocratie pourrait être graduellement construite dans le pays en dépit de grands obstacles. J'avais été opposé à la guerre, mais je pensais que les États-Unis ne devaient pas permettre à l'Irak de sombrer dans le chaos. Je suis revenu d'Irak trois mois plus tard très désappointé car les erreurs des États-Unis n'ont pas permis de répondre aux attentes des Irakiens.

Nous souffrons dans le pays d'un manque de sécurité et de légitimité. Nous aurions dû retenir des précédents efforts internationaux visant à établir la démocratie après un conflit violent qu'il faut prioritairement rétablir la sécurité. Avant de construire une démocratie, il faut construire un État disposant du monopole de la violence légitime. Si le pays n'est pas sécurisé, toute autre réforme ou effort de reconstruction est inutile. Nous devons donc vaincre les ba'asistes, les islamistes et les jihadistes. D'après la **Rand Corporation**, Rumsfeld n'a envoyé en Irak que la moitié des troupes nécessaires. Quand je suis arrivé, l'insécurité était palpable et les chauffeurs et interprètes irakiens expliquaient comment leurs collègues étaient morts. Les soldats états-uniens expliquent qu'ils ne peuvent pas garantir la sécurité des Irakiens en dehors de la

zone verte. Aujourd'hui, les Irakiens n'ont pas la sécurité, mais des milices qui défendent des partis, des seigneurs de guerre ou des chefs religieux.

L'**Autorité provisoire de la Coalition** a aussi un problème de légitimité après avoir repoussé les élections, fait se succéder les différents plans de transferts du pouvoir en s'appuyant exagérément sur les exilés. Lorsque j'étais en Irak, l'Autorité provisoire a écarté l'ayatollah Sistani et adopté une constitution intérimaire donnant un droit de veto aux minorités et ne représentant pas les attentes de la population. Le nouveau gouvernement transitoire est mieux composé et peut -peut-être- obtenir le soutien des Irakiens, mais le problème de sécurité demeure. Il faut une stratégie plus perspicace.

Donald P. Gregg



Agent de la CIA pendant 30 ans, Donald P. Gregg a été le conseiller de sécurité national de George Bush père (1982-1988) et ambassadeur en Corée (1989-1993). Il est président de la Korea Society.

« Combattre le feu avec de la compassion »

Source : New York Times

Référence : « Fight Fire With Compassion », par Donald P. Gregg, *New York Times*, 10 juin 2004.

De récentes informations révèlent que les avocats de l'administration Bush ont écrit des mémos en 2003 où ils recommandaient de rejeter l'interdiction de la torture (cf. [document Pdf](#), 2 Mo). C'est ce qui aurait permis de perpétrer les horreurs de Guantanamo, d'Afghanistan et d'Irak

Rien ne pouvait avoir un effet plus dévastateur pour le prestige des États-Unis que ces révélations. Demandez donc aux Français qui essayent toujours de laver leur honneur après l'usage délibéré de la torture en Algérie. Ces pratiques avaient permis aux Français de remporter la bataille d'Alger, mais cela leur avait fait perdre l'Algérie. En 1951, mes instructeurs de la CIA me disaient que contre les communistes il fallait combattre le feu par le feu et quand j'avais objecté que cela nous faisait perdre ce pour quoi nous nous battions et nous faisait ressembler aux communistes, on m'avait ordonné de me taire.

Toutefois, l'agence a interdit la torture au Vietnam et j'ai appris de mon expérience sur place que l'on peut obtenir des renseignements importants en traitant humainement les prisonniers. La seule fois dans ma carrière où j'ai désobéi aux ordres de l'agence est d'ailleurs quand j'ai protesté auprès du président de Corée du Sud, en 1973, pour la conduite de ses services de renseignement contre ses opposants. Une semaine plus tard, le puissant dirigeant des services de renseignement coréens était limogé et remplacé par un ancien ministre de la Justice dont la première action fut d'interdire la torture. J'ai raconté cette dernière histoire à des agents de la CIA durant une conférence et j'ai par la suite reçu une lettre de félicitation. Elle était signée **George Tenet**.